



Etude sur la situation sécuritaire de la région de Gao et la sociologie des différents groupes armés



AJAAH-Mali



Mars 2022

African Security Sector Network (ASSN)

Fondé en 2003, l'**African Security Sector Network (ASSN)**, dont le siège se situe à Accra (Ghana), est un réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant pour promouvoir une gouvernance plus démocratique de la sécurité sur le continent africain.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe de l'**ASSN** par courrier électronique:
info@africansecuritynetwork.org

ou consulter le site web de l'**ASSN**:
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://bit.ly/ASSN23>

Pour citer cette publication:

HAMZATA (A.), IDDA ABDOUL (H.), KAYENTAO (S.), MAIGA (B.), «**Etude sur la situation sécuritaire de la région de Gao et la sociologie des différents groupes armés.**», ASSN, Mars 2022.

Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS	3
I. CONTEXTE INTRODUCTIF	4
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	5
III. METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	5
3.1. CHAMP DE L'ETUDE ET GROUPES-CIBLES	5
3.2. METHODE ET OUTILS DE COLLECTE.....	5
3.3. ECHANTILLONNAGE.....	6
3.4. COLLECTE ET ANALYSE DE DONNEES	7
3.5. LIMITES ET CONTRAINTES DE L'ETUDE	7
IV. ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE DE LA REGION DE GAO.....	8
4.1. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	8
4.2. ORGANISATION SOCIALE	9
4.3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES DIFFERENTES COMMUNAUTES.....	10
4.4. <i>Ancrage sociologique des rapports entre les différents groupes communautaires et tribus</i>	11
V. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE	12
5.1. <i>Gouvernance de la sécurité dans la région de Gao.....</i>	12
5.1.1. <i>Mécanismes de coordination et de gouvernance de la sécurité.....</i>	12
5.1.2. <i>Situation sécuritaire de la région</i>	13
5.1.3. <i>Cartographie des acteurs présents</i>	14
5.2. SOCILOGIE ET RESPONSABILITES RESPECTIVES DES DIFFERENTS ACTEURS PRESENTS DANS LA REGION DE GAO 18	
5.2.1. <i>Affiliation/Composition communautaire et effectifs des différents groupes armés de la région de Gao.....</i>	18
5.2.2. <i>Rôle et responsabilité des différents groupes armés dans la sécurité</i>	19
5.2.3. <i>Répartition géographique des groupes armés et des FAMA</i>	20
5.2.4. <i>Coordination des acteurs dans la sécurisation de la région.....</i>	23
5.3. MODES DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES ARMES DE LA REGION DE GAO	24
5.3.1. <i>Mode de financement des groupes armés de la région de Gao</i>	24
5.3.2. <i>Mode de recrutement des combattants des groupes armés de la région de Gao.....</i>	24
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	25
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	26
<i>Ouvrages.....</i>	26
<i>Articles scientifiques.....</i>	26
<i>Textes, Lois et conventions.....</i>	27
VII. ANNEXES	28
7.1. ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE	28
7.2. ANNEXE 2 : OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	28
7.3. ANNEXE 3 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.4. ANNEXE 4 : CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMES DE LA REGION DE GAO	28
7.5. ANNEXE 5 : IMAGES DE LA MISSION	28

Sigles et abréviations

ADD	: Aide au Développement Durable
ASSN	: African Security Sector Network
CSS	: Comités Consultatifs de Sécurité
CMA	: Coordination des Mouvements de l'Azawad
CMFPR	: Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance
CNRSS	: Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité
CPA	: Coalition du Peuple pour l'Azawad
CRSS	: Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité
CSP	: Cadre Stratégique Permanent
CNDDR	: Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EIGS	: Etat Islamique au Grand Sahara
FAMA	: Forces Armées Maliennes
GATIA	: Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés
GSIM	: Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans
HCUA	: Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad
JNIM	: Jamā'at Nuṣrat al-Islām wal-Muslimīn
MAA	: Mouvement Arabe de l'Azawad
MINUSMA	: Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies
MNLA	: Mouvement National de Libération de l'Azawad
MOC	: Mécanisme Opérationnel de Coordination
MSA-D	: Mouvement pour le Salut de l'Azawad
MUJAO	: Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
PGPSP	: Programme pour la Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix
RSS	: Réforme du Secteur de la Sécurité

I. Contexte introductif

Le Mali a une longue histoire de révoltes, de conflits violents et d'instabilité, caractérisée en particulier par les rébellions (1963, 1990, 2006, 2012) et les coups d'État (1968, 1991, 2012, 2020, 2021). Le pays se trouve par ailleurs dans une situation d'instabilité chronique et de crise multidimensionnelle depuis 2012, date à laquelle les trois régions du Nord (Gao, Tombouctou et Kidal) sont tombées aux mains de groupes armés d'insurgés. Au cours de cette période d'occupation, la population a subi des violences et des abus insoutenables, avec des viols, des enlèvements, des meurtres, des amputations, des flagellations, des mariages et grossesses forcés, le recrutement d'enfants, des exécutions sommaires, du vandalisme et des pillages.

C'est ainsi que les services étatiques, en particulier les prestataires de services de sécurité, ont abandonné la zone au profit des groupes armés qui dictaient leur loi sur ce territoire occupé jusqu'à l'intervention française de l'Opération Serval, engagée en 2013. Par la suite, le pays a connu une forte présence d'acteurs internationaux de paix et de sécurité, y compris l'ONU, l'UE et des initiatives bilatérales.

Un certain retour à l'ordre s'est instauré avec la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger en 2015 (APR), mais la mise en œuvre de cet accord est incomplète. Cet accord a cependant permis de distinguer d'une part, les groupes favorables à la paix, à l'intégrité territoriale et à la laïcité et d'autre part, les groupes djihadistes. Par ailleurs, des organes comme la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) ont pu être mis en place.

Plus de dix ans après le début de la plus grave crise sécuritaire, politique et humanitaire de l'histoire récente du Mali, les institutions restent profondément déstabilisées et de nombreux groupes armés opèrent toujours sur le territoire malien, poursuivant des agendas parfois flous, aux ambitions peu claires. Le coup d'État militaire d'août 2020, doublé d'un second coup de force perpétré le 24 mai 2021, figure parmi les illustrations récentes des bouleversements politico-institutionnels que connaît le pays. L'État peine à rétablir sa présence et sa légitimité sur tout le territoire du pays, en particulier dans les régions du Centre et du Nord qui restent particulièrement touchées par l'expansion des groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique, ainsi que par l'influence des milices identitaires. Dans ces régions, les tensions persistent en effet entre les communautés à propos de la gestion des ressources naturelles et du foncier.

C'est au vu de tous ces défis que le programme Juste Future a été initié afin d'apporter des réponses durables et plus inclusives. L'African Security Sector Network (ASSN) est un membre du consortium chargé des études sur les questions de sécurité en partenariat avec le consortium ADD responsable des activités du programme dans la région de GAO. La présente étude sur la situation sécuritaire de la région de Gao et la sociologie des différents groupes armés est conduite par l'équipe de projet au niveau local.

II. Objectifs de l'étude

La présente étude vise à fournir des éléments de contexte et d'analyse sur la situation sécuritaire de la région de Gao et à retracer la sociologie des différents groupes armés présents dans la zone, que ceux-ci soient impliqués ou non dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Il s'agit plus spécifiquement de :

- Analyser la gouvernance sécuritaire de la région depuis 2012 (rôle des acteurs locaux, nationaux et internationaux).
- Appréhender l'ancrage sociologique, le poids respectif et la composition des mouvements armés présents à Gao.
- Cartographier les relations mutuelles que les mouvements armés entretiennent entre eux.
- Identifier les sources de financement des mouvements armés.

III. Méthodologie de l'étude

3.1. Champ de l'étude et groupes-cibles

La présente étude s'est intéressée aux mouvements armés signataires de l'Accord issu du processus d'Alger et à leurs démembrements. Il s'est ainsi agi de considérer les groupes armés présents dans la région, la plupart disposant en effet d'un noyau central dans le cercle de Gao : l'étude a ainsi concerné dix mouvements armés. Les services techniques, les organisations de la société civile et les leaders communautaires (chefs traditionnels, leaders religieux, leaders de la jeunesse, des femmes, etc.) ont aussi été pris en considération.

L'étude en revanche n'a pas porté sur le rôle des groupes armés islamistes radicaux du JNIM/GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) et de l'EIGS par manque d'interlocuteurs et difficulté d'accès à ces groupes.

3.2. Méthode et outils de collecte

L'approche utilisée a été participative en associant les différentes coordinations des mouvements et parties prenantes à tous les niveaux afin de faciliter l'accès aux mouvements armés et aux autorités administratives et traditionnelles de la région.

La démarche méthodologique adoptée a été essentiellement qualitative à travers l'organisation de focus groupes et la conduite d'entretiens auprès des acteurs suivants : les mouvements armés signataires de l'accord, les groupes d'autodéfense, les chefs de villages et/ou de quartiers, les leaders d'associations de femmes et de jeunes, les leaders religieux, les leaders d'associations de professionnels, les services



techniques impliqués dans la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali, les organisations de la société civile intervenant dans le domaine de la sécurité.

Ces entretiens et focus groupes ont été complétés par la revue documentaire pertinente sur le secteur de la sécurité et l'organisation sociale de la région.



3.3. Echantillonnage

L'étude a concerné douze focus groupes dont 11 homogènes et deux mixtes avec les mouvements armés et un (1) avec les leaders communautaires. Chaque groupe était constitué d'au moins 6 participants pour un total de 99 personnes touchées. Ils étaient tous composés d'hommes sans aucune femme. Les participants des mouvements armés étaient le président du bureau régional, les cadres administratifs, les chefs d'état-major, les officiers et les combattants.

Quant aux entretiens individuels, ils ont touché les premiers responsables régionaux des différents mouvements armés, les autorités traditionnelles (chefs de tribus ; chefs de quartiers et conseillers des chefs de quartiers), les leaders communautaires (responsables des associations des jeunes et des femmes), les autorités administratives (gouvernorat, préfectures et mairies) et les responsables des forces de défense et de sécurité du Mali. C'est ainsi que 26 entretiens ont été réalisés auprès des différentes cibles. Le tableau 3.1 ci-dessous présente la liste des cibles par méthode utilisée.

Tableau 3.1 : Répartition des cibles touchées par méthode

Méthode utilisée	Cible	Nombre de participants
Focus groupe	Groupe mixte des mouvements armés	12
	CPA	8
	MAA	8
	MNLA	8
	GATIA	8
	GATIA1	8
	Groupe Mixte	8
	CMI	8
	CMFPR 2	9
	CMFPR 1	8
	MSA-D	8
	Groupe mixte avec les responsables de haut niveau à Bamako	6
Entretiens individuels	Entretien individuel avec les responsables des différents groupes	9
	Chef de peloton garde nationale	1
	Commandant de brigade de Gao	1
	Leaders communautaires (chef de fraction, chef de quartier, chef de tribus, leaders des jeunes et des femmes, préfet, conseiller économique au gouverneur)	15
Total		125

3.4. Collecte et analyse de données

La collecte des données s’est déroulée du 14 au 17 juillet 2021 pour le premier passage et du 23 au 30 juillet pour le second passage compte tenu de la fête de Tabaski et d’un commun accord avec les différents interlocuteurs. L’analyse des données a été faite selon une approche d’analyse de contenu, suivie d’une triangulation des données recueillies à l’aide des différents outils, par site et par catégorie d’acteurs. Elle s’est axée sur la vérification et la validation des opinions, perceptions, et préoccupations des divers acteurs.

3.5. Limites et contraintes de l’étude

Il convient de préciser ici que les données et les informations collectées auprès des acteurs armés, des leaders communautaires, des autorités administratives et coutumières ne sont pas représentatives de l’ensemble des pratiques en matière de sécurité que l’on peut observer dans toute la région de Gao. En effet, le caractère sensible du thème abordé fait que certaines réalités n’ont pas été exposées par les participants à l’étude, d’abord par souci pour leur propre sécurité mais aussi en raison de la complexité des enjeux de la situation sécuritaire. Les données provenant des focus groupes et des entretiens auprès des personnes-cibles sont basées sur des déclarations. Des questions de relance ont été au besoin posées pour établir des relations de cause à effet. Cependant, certains enquêteurs ne disposaient pas forcément

d'une connaissance spécialisée des questions de sécurité ou ont éprouvé des difficultés d'interprétation des questions en langues locales.

La période de l'étude qui a coïncidé avec la fête de Tabaski a rallongé la durée de collecte de données et a rendu difficile l'accès à certains groupes. La grève générale des jeunes de Gao - à la date anniversaire de l'assassinat de jeunes civils le 12 juillet 2018 par des éléments des Forces de Défense et de Sécurité- a également perturbé le démarrage des activités en raison des fermetures de tous les services publics.

IV. Organisation administrative et sociale de la région de Gao

4.1. Organisation administrative

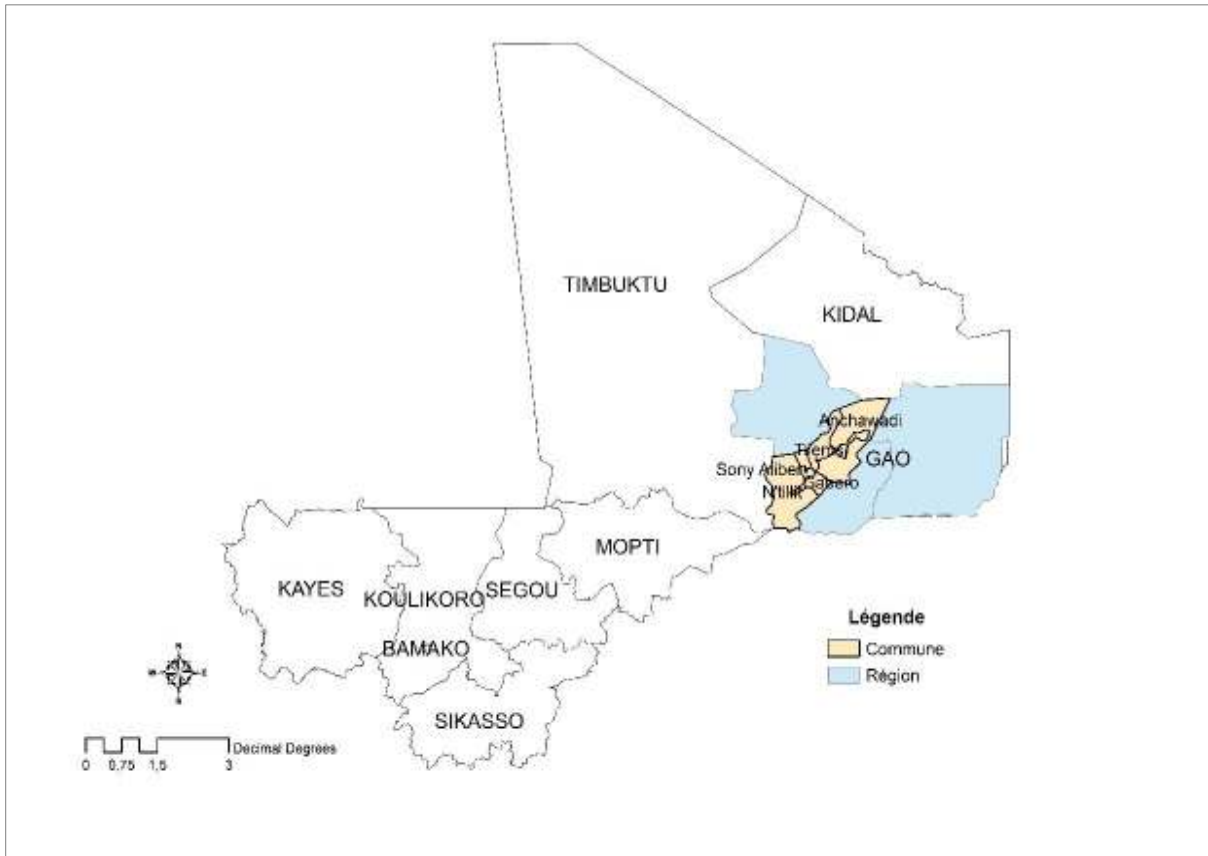
La région de Gao est la septième région administrative du Mali, limitée au sud et à l'est par le fleuve Niger, au nord par la région de Kidal et à l'ouest par la région de Tombouctou et située sur les coordonnées 2°06' et 2°21'. Elle est composée de quatre (4) cercles depuis l'adoption du nouveau découpage administratif :

- Le cercle de Gao
- Le cercle de Bourem
- Le cercle d'Ansongo
- Le cercle d'Almoustrate

Elle comprend dix-neuf communes dont sept sont couvertes par l'étude :

- Gao Commune
- Anchawadi
- Gabero
- Gounzoureye
- N'tillit
- Sony Aliber
- Tilemsi

Zone d'intervention ASSN à Gao



4.2. Organisation sociale

La région de Gao a connu un grand mouvement migratoire pluriethnique qui a commencé à l'époque de l'empire Songhays au XV^{ème} siècle. L'histoire des différents groupes ethniques est largement décrite dans la livre de Charles Gremont, intitulé « Comment les Touareg ont perdu le fleuve » (Gremont Charles, 2010) qui explique qu'aujourd'hui encore, chaque communauté dispose d'une structuration propre :

- Les Songhays, installés le long du fleuve Niger : ils se présentent comme les héritiers de l'empire du même nom (XV^e -XVI^e siècles). Les Songhays portent généralement le nom de Maïga et constituent le groupe le plus important dans la région de Gao d'un point de vue démographique. Ils étaient jusqu'à une date récente essentiellement cultivateurs et pêcheurs ; ils n'ont commencé à posséder des animaux qu'à partir des années 1950. Ils sont représentés par un chef songhay¹.
- Les Arma sont les descendants des conquérants marocains qui ont mis fin à l'empire songhay en 1591 et de femmes songhays épousées par ces derniers. Ils parlent aujourd'hui la langue songhay et portent le plus souvent le nom de Touré. Ils occupaient, entre les XVII^e et XIX^e siècles, une place dominante dans la vallée. Tout

¹ Ce chef songhay s'appelait Moussa SOUMA : il est décédé en octobre 2021. Il y aura probablement un successeur après le délai prescrit par l'organisation sociale de cette communauté.

comme les Songhays, les Arma sont dirigés par un chef Arma représentant l'autorité traditionnelle ou coutumière.

- Les Touareg, ou Kel Tamasheq, du nom de la langue qu'ils parlent, pratiquent de manière ancestrale l'élevage pastoral et depuis peu l'agriculture dans quelques vallées dunaires. Originaires des régions sahariennes du Nord, les groupes Touareg présents dans la région de Gao y sont arrivés progressivement à partir du XVIIe siècle. Au XIXe siècle, ils appartenaient tous, plus ou moins directement, à des confédérations ou tribus (Ettibel ou alliés) des Iwellemedan, chérifienne, Imghade, Idnane et Chamanamas. Ces tribus, représentées par des chefs incarnant la légitimité traditionnelle, regroupaient tous les alliés, qui sont en général les fractions minoritaires ; notamment Kalghala au niveau des Imghade.
- Les Peuls pour leur part résident sur la rive droite du fleuve, au sud de Gao. Ils forment un groupe minoritaire. Ces communautés ont quitté le Macina dans la première moitié du XIXe siècle, et ont fini par perdre leur langue au profit du songhay. Ils sont à la fois cultivateurs et pasteurs. Bien qu'ils aient perdu leur langue originelle et adopté la langue songhay, leur mode de vie demeure cependant largement ancré dans les traditions peules. On peut les retrouver à Gabero, Gounzoureye et Ouatagouna.
- Les Arabes, minoritaires dans la région de Gao, sont pour la plupart originaires de l'Ouest et du Nord du Sahara. Pasteurs nomades et commerçants, ils étaient eux aussi organisés autour d'une chefferie dotée d'une grande sainteté religieuse, celle des Kounta. Établis dans le Haoussa (rive gauche du fleuve), ils ont vu certaines familles commencer à s'installer sur la rive Gourma (rive droite) depuis la sécheresse des années 1980.

Avant la crise de 2012, la région a connu des affrontements intra et extracommunautaire liés au contrôle de la zone et au leadership local, notamment des luttes entre classes sociales pour asseoir la domination sur les autres. Il s'agit entre autres des conflits ayant opposé :

- Songhays et Arabes/Tamasheq (peau noire et peau blanche).
- Tamasheq (Touareg) et Arabes.
- Tamasheq (Touareg) et Peulhs.
- Arabes et arabes (tribus Kounta et Lamhar).

De nos jours, toutes les communautés se sont subdivisées en un grand nombre de chefs de villages et fractions, représentant l'autorité au niveau communautaire et jouant le rôle d'interface entre l'administration (Etat) et les populations. L'autorité traditionnelle ou coutumière est aussi reconnue par tous et sert d'organe consultatif dans la gestion des conflits inter et intracommunautaires².

4.3. Répartition géographique des différentes communautés

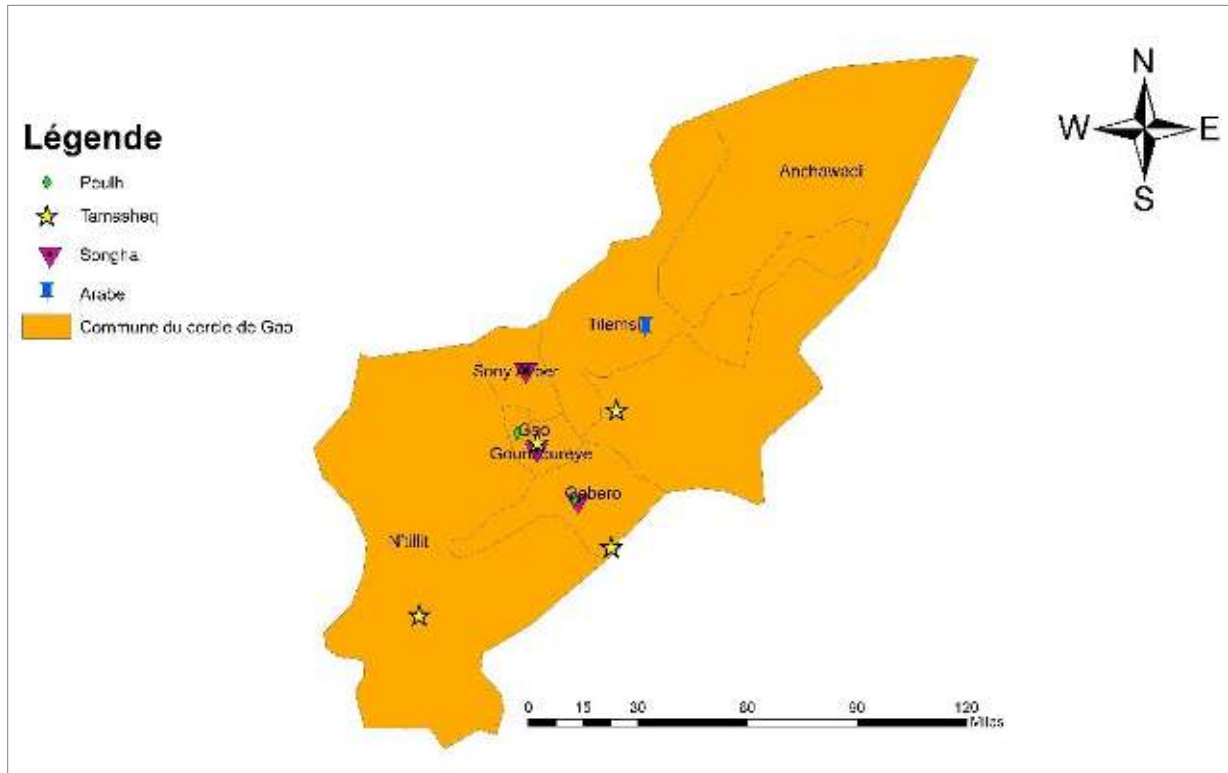
Comme suggéré ci-dessus, les différentes communautés de la région de Gao sont réparties en deux zones géographiques, avec d'une part la zone inondée (vallée du fleuve Niger) occupée

² Cf. l'étude complémentaire menée par le RENEDEP dans le cadre de ce projet (consultable sur le site de l'ASSN).

par les Songhaï et les Peuls et d'autre part la zone exondée (pastorale) occupée majoritairement par les Tamasheq et les Arabes.

Le plus souvent, les Songhaï pratiquent l'agriculture et la pêche sur le long de la vallée, les Peuls sont à la fois pasteurs et agriculteurs ; les Touaregs et les Arabes pratiquent essentiellement l'élevage et le commerce.

Carte des communautés du cercle de Gao



4.4. Ancrage sociologique des rapports entre les différents groupes communautaires et tribus³

Les différentes communautés Songhays, Touareg, Peuls et Arabes entretiennent entre elles des liens séculaires et interdépendants.

Le fleuve Niger est un lieu de convergence pour les pasteurs/nomades, attirés par les ressources qui s'y trouvent (à commencer par les points d'eau dont l'accès n'est jamais sûr en d'autres endroits), mais a aussi contribué à la spécialisation des économies développées par les différents groupes. En effet, les Touareg ne cultivaient pas, les Songhays et les Arma ne pratiquaient quasiment pas l'élevage. Les Peuls en revanche ont une tradition agropastorale. Ces activités apparaissent du reste comme complémentaires, l'une favorisant l'autre (éleveurs bénéficiant des pailles après les récoltes et agriculteurs profitant, pour les zones

³ Les paragraphes ci-dessous sont fondés sur la profonde connaissance du contexte des auteurs de cette étude.

exondées, de la fumure des animaux) : les contacts et les échanges entre ces groupes ethniques étaient ainsi indispensables.

Cependant, l'obligation de l'échange ne préfigurait pas *a priori* la nature des relations sociales. Les tribus collaboraient surtout dans le sens des intérêts communs sans aucun rapport de domination de l'une par rapport à l'autre. Il en allait ainsi des relations fondées sur la réciprocité, qui impliquaient un sentiment d'obligation entre les parties. Celles-ci, qui par ailleurs dépassaient largement les seuls intérêts économiques, étaient généralement présentées comme égalitaires du fait que chaque communauté avait sa gestion autonome.

Les relations sociales avaient pour caractéristiques d'être fortement personnalisées et resserrées, le plus souvent au niveau familial. Les échanges de biens contribuaient aussi à sceller des mariages, à nouer des alliances politiques et engendraient un autre mode d'accès aux ressources. Il apparaît ainsi, en dépit des conflits intercommunautaires récurrents mentionnés ci-dessus, que les relations entre les différents groupes étaient très bien organisés et harmonieuses, comme le souligne cet intervenant dans l'un des focus groupes organisé avec les leaders communautaires de Gao dans le cadre de la présente étude : « *Nos relations étaient faites d'échanges de biens. À la décrue, nos animaux descendaient au fleuve. Nous donnions une vache laitière à notre famille songhay, et en échange celle-ci assurait notre nourriture et nous donnait aussi des habits. Cela, jusqu'à la saison des pluies. Le partage des ressources de la vallée entre Touareg, Arma et Songhay, était fondé ici sur la complémentarité économique et sur des liens affectifs noués au fil du temps* »⁴.

V. Présentation des résultats de l'étude

5.1. Gouvernance de la sécurité dans la région de Gao

5.1.1. Mécanismes de coordination et de gouvernance de la sécurité

▪ Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC)

Le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) est une structure prévue par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger dans son annexe II, consacrée aux questions de Défense et de Sécurité. Il est rattaché à la Commission Technique de Sécurité (CTS), présidée par le Commandant des Forces de la MINUSMA. Il a été créé en octobre 2015 et rendu opérationnel au même mois, suite à l'approbation des termes de référence par la Commission Technique de Sécurité composée des représentants des groupes armés et du gouvernement malien. Le MOC devait être composé de 200 hommes pour les FAMAs, 200 de la plateforme et 200 pour la CMA. Au début le processus a connu beaucoup de difficultés, d'embuches et de méfiance entre les protagonistes surtout sur la forme et les financements. Au début l'Etat a eu du mal à mobiliser les fonds nécessaires pour la conduite des patrouilles mixtes et le paiement des combattants démobilisés. A la suite de l'engagement des partenaires le problème financier a été comblé. Toutefois, il est important de signaler que

⁴ Focus groupes avec des leaders communautaires, Gao, 27/07/2021.

ce financement n'est pas pérenne tant cela n'est pas soutenu par l'Etat conformément à l'Accord.

Par ailleurs une attaque meurtrière a ciblé le camp abritant le MOC en janvier 2017 faisant 61 morts et 103 blessés (MINUSMA, 2017) cela s'est produit moins de deux semaines après la fin du blocus annoncée par la Coordination des Mouvements et Forces Patriotiques de Résistance (CMFPR 2). La levée de ce blocus a pavé selon la MINUSMA, la voie aux combattants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) afin qu'ils rejoignent le site de regroupement à Gao pour le démarrage des patrouilles mixtes tant attendues par les populations.

Après ces brouilles et les attaques ciblées, c'est en février 2017 que l'adjoint au Commandant de la Force de la Mission onusienne, a officiellement lancé le démarrage des patrouilles mixtes du premier bataillon du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Gao.

▪ Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR)

Mise en œuvre par la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CNDDR) créée par l'ARRETE N°2014-1303/MDAC-SG du 04 avril 2014, la DDR a pour but de favoriser la réinsertion et la reconversion des ex-combattants en forces productives. Elle émane de l'accord préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013, et est stipulée et décrite dans les articles 18, 19 et 20 de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation de 2015. Elle concerne les hommes et aussi les femmes, ce qui explique la décision de la CNDDR en 2021 de prendre en compte 300 femmes par région dans le programme DDR. (Bulletin-interne-No-11-65 de la section RSS-DDR de la MINUSMA).

5.1.2. Situation sécuritaire de la région

Depuis la crise qui a débuté en 2012, la situation sécuritaire de la région de Gao s'est particulièrement dégradée. Un officier du GATIA indique ainsi que : « *La situation actuelle est très mauvaise, il n'y a même pas de sécurité* », pour exprimer la détérioration continue de la situation sécuritaire de la région. Selon les participants au focus groupe des chefs de tribus, la situation sécuritaire s'est notamment aggravée en raison du banditisme, des braquages à main armée, des enlèvements, des vols et des attaques ciblées.

Selon les différents focus groupes, cette situation d'insécurité s'explique par diverses causes dont la plus profonde et structurelle est l'absence de services sociaux de base et la rareté des ressources dans la région. Par ailleurs, lors de la crise de 2012, des groupes djihadistes comme le MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) se sont installés à Gao et ont procédé au recrutement massif des jeunes, qui ont alors été armés. Cependant, avec l'intervention des forces internationales pour enrayer la progression des mouvements armés vers le Sud du pays, beaucoup de ces jeunes se sont éparpillés dans la zone, créant ainsi une situation d'insécurité généralisée. Les armes sont depuis facilement accessibles et les jeunes

n'ayant plus d'autre opportunité s'adonnent à des braquages, aux vols, aux enlèvements contre rançon et à des attaques ciblées.

Néanmoins, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée par rapport au début de la crise car les affrontements entre les mouvements armés et les Forces de Défense et de Sécurité sont de plus en plus rares. On peut le constater dans les propos tenus par un membre du groupe armé MSAD qui évoque notamment la dynamique positive générée par la mise en place du CSP (Cadre Stratégique Permanent) : « *Il y a une amélioration par rapport au passé, suite à la réunion de Kidal⁵ et avant cela il y avait la mésentente par le passé* ».

5.1.3. Cartographie des acteurs présents

Le processus de négociations destiné à parvenir à la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APR) issu du processus d'Alger (signé en 2015) a conduit à la formation de coalitions entre groupes armés. Il a rendu nécessaire la création de coordination et de formalisation des groupes, pour identifier des interlocuteurs crédibles, unanimes et représentatifs lors des négociations et pour délimiter les contours des lignes de conflit. Les coalitions des groupes armés au Nord du pays, signataires ou inclus par la suite dans le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation de 2015, sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de la CMA, des plateformes 1 et 2 et de la CMI. A ces quatre (4) s'ajoutent les groupes d'autodéfense qui ne sont pas signataires de l'accord.

▪ **Mouvements armés signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali**

1. La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA)

Elle est composée du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) dirigé par Bilal Ag Acherif, du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA⁶) présidé par Alghabass Ag Intalla et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) dirigé par Feu Sidi Ibrahim Ould Sidatt (assassiné en 2021), remplacé par Mohamed Ould Agwainate. La présidence de la CMA est tournante pour une durée de 6 mois.

2. La Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger (Plateforme 1)

Dirigée de façon permanente par Hannoun du MAA 1, cette coalition est composée de :

- Coordination des mouvements et fronts patriotiques de Résistance (CMFPR1) dirigée par Harouna Toureh appartenant à la communauté songhay (actuellement ministre de la Transition) ;
- Mouvement arabe de l'Azawad 1 (ou MAA – plateforme) de Hannoun et Ould Matali.

⁵ Il s'agit de la rencontre de la réunion préparatoire du Cadre Stratégique Permanent, composé de la CMA et de la Plateforme, dirigé par Fahad Ag Almahmoudou, tenue à Kidal au début du mois de juillet 2021.

⁶ Le chef du MSA-C (Mouvement pour le Salut de l'Azawad Chimanamas/ MSA-C) ou MSA 2 Ala Ag Elmehdi a rejoint en janvier 2022 le HCUA à la suite du Congrès de celui-ci.

- Groupe autodéfense touareg Imghade et alliés (GATIA), dirigé par Haballa Ag Hamzata et Ahmadou Ag Asriw.

3. La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger (Plateforme 2)

Dirigée de façon permanente par Fahad Ag Almahmoud du GATIA, elle est composée de :

- Groupe autodéfense touareg Imghade et alliés (GATIA), dirigé par Fahad Ag Almahmoud et par le Général Elhadji Gamou.
- MSA-D : Mouvement pour le salut de l'Azawad Dous-Hak (MSA-D) de Moussa Ag Acharatoumane.
- MAA 2 (ou MAA – CMA) : Mouvement Arabe de l'Azawad, dirigé par Moulaye Ahamed Ould Moulaye Raggani.
- Coordination des mouvements et fronts patriotiques de Résistance (CMFPR2) dirigée par Ibrahim DIALLO.

4. La Coordination des Mouvements de l'Entente (CME), devenue Coordination des Mouvements d'Inclusivité (CMI)⁷

La Coordination des Mouvements de l'Entente (CME) a été fondée le 11 novembre 2017 par des dissidents de la CMA et de la Plateforme réclamant leur inclusion dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation. Elle était constituée initialement :

- du Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA2) dirigé par Hama Ag Mahmoud,
- de la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA) conduite par Med Ousmane Ag Mohamedoune ;
- du Mouvement pour le salut de l'Azawad (dit MSA2 ou MSA-C) d'Ala Ag Elmehdi ;
- et du Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA) de Boubacar Ould Taleb.

Les CMFRP 3 et 4⁸ ont ultérieurement adhéré à la CMI tandis que le MSA-C a rejoint le HCUA. Le MSA 2 (ou MSA-C) s'est par la suite scindé en deux parties : Ala Ag Elmehdi a rejoint le HCUA (cf. note ci-dessus) tandis que le Colonel Assalat est demeuré au sein de la CMI.

Cette coordination souffre de conflits entre les différents leaders - Med Ousmane Ag Mohamedoun du CPA et Boubacar Ould Taleb - qui chacun réclame la gouvernance de la coordination CMI.

▪ Les Mouvements d'autodéfense

Les mouvements d'autodéfense originaires de la région de Gao sont au nombre de quatre (4). Il s'agit de :

⁷ Initialement appelé Coordination des Mouvements de l'Entente à cause de la proximité de ses membres avec le gouvernement du Mali, ce regroupement de mouvements a, par la suite, réclamé davantage d'inclusion d'où la nouvelle dénomination dite inclusivité, qui indique la volonté d'intégrer l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger.

⁸ Le CMFRP est ainsi divisé désormais en quatre mouvements différents.

- Ganda-Koy, dirigé par Djibrila A DIALLO ;
- Ganda-Izo, dirigé par Abdourhamane A. CISSE ;
- Ganda Lassal Izo, dirigé par Alassane A MAIGA ;
- Mouvement pour la Défense de la Patrie (MDP) de Hama Founé DIALLO.

Les trois premières entités - à savoir la CMA ainsi que les plateformes 1 et 2 - sont parties signataires, avec le gouvernement, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Quant à la CMI, elle a rejoint le processus en 2017 pour réclamer plus d'inclusion dans le processus de paix et de réconciliation.

La constitution de chacun de ces groupes répond à des logiques à la fois locales, identitaires et sécuritaires. A titre d'exemple, la création du HCUA a permis à Alghabass Ag Intallah, fils de d'Intalla Ag Attaher l'Aménokal de la tribu des Ifoghas, d'affirmer sa légitimité au sein de son groupe, mais également de démarquer sa communauté d'autres mouvements d'obédience salafiste (tel notamment le groupe Ansar Dine De Iyad Ag Ghaly), ce qui l'a prémuni d'une confrontation avec les forces françaises pour lesquelles l'implantation dans le Nord du Mali de groupes ouvertement proches d'un islam politique violent n'était pas acceptable.

Par ailleurs, des dissensions sont apparues lorsque les logiques communautaires l'ont dicté, ou lorsque les ambitions individuelles des dirigeants de chaque groupe les ont poussés à rechercher une visibilité plus importante. Les dissidences ou bien les recompositions d'alliances sont donc fréquentes.

La majeure partie des mouvements armés assure actuellement sa coordination selon la répartition géographique suivante, présentée dans le tableau ci-dessous.

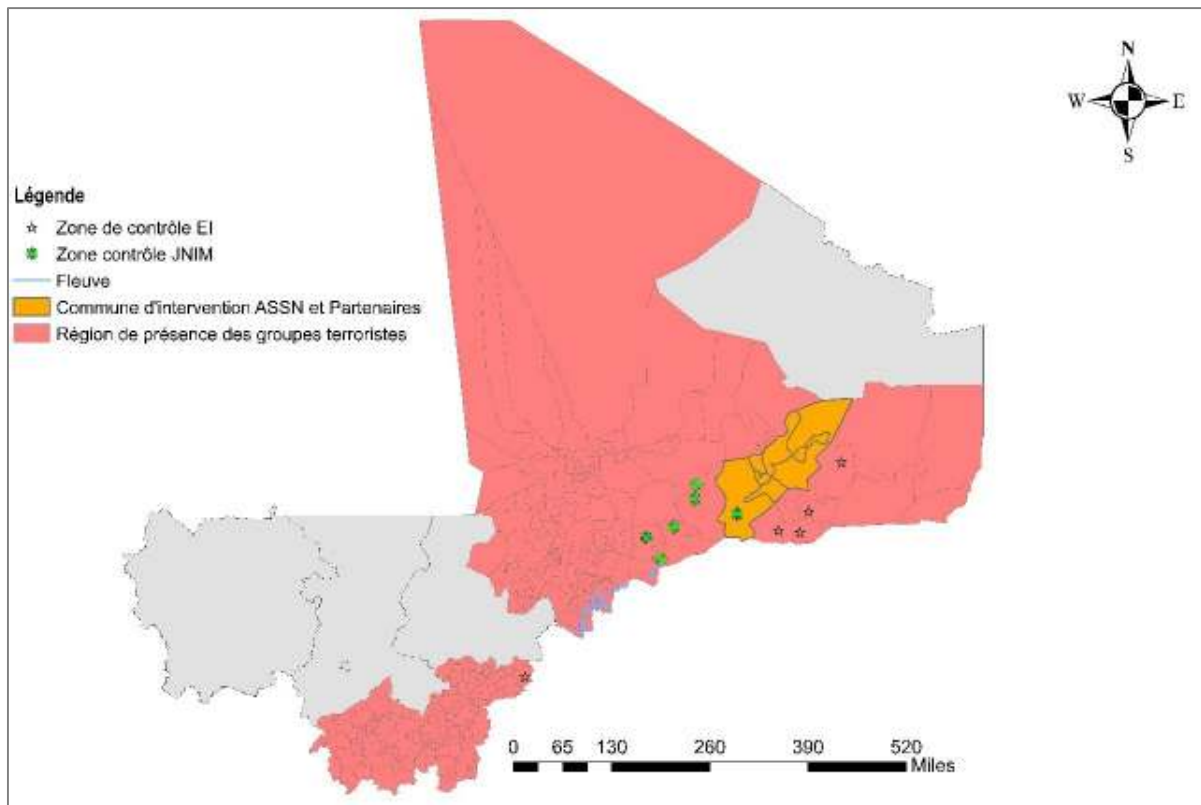
Région	Nom de la coordination
Kidal	CMA
Gao	Plateforme 1
Gao	Plateforme 2
Ménaka	
Tombouctou	CMI

▪ Groupes de brousse ou djihadistes

Les groupes de brousse ou djihadistes sont au nombre de deux, à savoir le Jamā'at Nuṣrat al-Islām wal-Muslimīn (JNIM)/GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans en français) et l'EI (Etat Islamique) opérant de la région de Gao jusque dans la zone des Trois Frontières sans base fixe. Ils sont situés sur les axes suivants :

- JNIM : présent dans le Gourma (de la commune de N'Tillit en passant par Monduro jusque dans le cercle de Boni, Hombori, Gossi, Adiora et en allant vers le fleuve).
- EI : présent dans le Haoussa (cercle d'Ansongo : Tin-Ham, Talataye, Fafa, Boura, Watagouna) avec une forte présence sur la frontière Niger-Burkina. Il est aussi présent dans le Gourma, plus précisément dans une partie de la commune de Tessit.

Carte des zones contrôlées par les groupes terroristes



En 2017 les deux groupes se toléraient mais en 2019 pour des besoins de contrôle qui ont suscité des rivalités, ils ont mis fin à leur collaboration et sont entrés en compétition frontale.

Selon les membres des groupes armés et certains leaders communautaires interviewés, il n'y aurait pas d'alliance formelle entre les groupes signataires et les groupes djihadistes. Cependant, pour des raisons de sécurité et quiétude, des prises de contact ponctuelles se font entre les différentes catégories d'organisations pour éviter les affrontements qui seraient fatals à la population civile.

▪ Déploiement des FAMA dans la région de Gao

Après la bataille perdue par le groupe djihadiste MUJAO à Gao⁹, les FAMA se sont déployées dans la ville de Gao à l'aide d'un camp constitué uniquement de Forces Armées du Mali (FAMA) et d'un Bataillon Reconstitué composé des FAMA et des mouvements armés (BATFAR). Il est important de noter que la collaboration entre les FAMA et les BATFAR s'est révélée insuffisante du fait de la non-application des dispositions liées aux prérogatives de ces derniers.

De la cartographie des forces armées présentes dans la région, il apparaît que les FAMA occupent 7 communes sur 19 avec un niveau de contrôle élevé uniquement à Gao à travers une base armée. Dans les 6 autres communes (Gounzoureye, Bamba, Bourem, Tarkint, Ansongo et Tessit), les FAMA sont présentes sans réel contrôle sur les zones.

5.2. Sociologie et responsabilités respectives des différents acteurs présents dans la région de Gao

5.2.1. Affiliation/Composition communautaire et effectifs des différents groupes armés de la région de Gao

Les différents groupes armés qui, initialement étaient catégorisés comme regroupant les membres d'une seule communauté, sont en réalité de véritables « melting-pots » où l'on retrouve représentées toutes les communautés. Leurs éléments proviennent ainsi de plusieurs régions du Mali, mais principalement de celles du Nord ainsi que des pays voisins comme le Niger, l'Algérie et la Mauritanie pour les groupes djihadistes.

Cependant, certains groupes communautaires sont davantage représentés au sein de certains mouvements armés, à l'instar du GATIA à majorité Imgad et du MAA composé d'Arabes, du CMFPR essentiellement Sonrhäï et peul et du MSA-D majoritairement Dawsahak. De manière plus précise :

- Les Songhay (ou Sonrhäï), peuple le plus nombreux de la région comme indiqué ci-dessus, sont généralement impliqués dans des groupes d'autodéfense plutôt que dans des groupes armés proprement dits : le mode opératoire de ces groupes est urbain et ils possèdent moins de moyens logistiques et d'armements.
- Les Touareg (ou Tamasheq) qui sont très présents au sein de la CMA et de la Plateforme dirigées par Haballa et Hanoune, ainsi que de la Plateforme dirigée par Fahad Ag Almahmoud, dont est membre le MSA-D dirigé par Moussa Assarakouman. Ils sont divisés en deux plateformes toutes deux dites pro-gouvernementales. Cette communauté est la plus impliquée dans les groupes armés de la région de Gao. Ces groupes possèdent des moyens logistiques particulièrement conséquents.

⁹Suite à l'intervention française à travers l'opération Serval du 12 janvier 2013 pour stopper l'avancée des groupes djihadistes sur Bamako.

- Les Arabes (ou Maures), sont eux aussi divisés entre ceux qui sont du côté de la CMA et ceux qui ont pris parti pour la Plateforme. Pratiquant traditionnellement le commerce, ces communautés sont réputées figurer parmi les plus riches de la zone ; elles sont fréquemment accusées d’être impliquées dans divers trafics, notamment de drogues. L’Etat en 2013 avait ainsi émis un mandat d’arrêt contre un certain nombre de leaders arabes.¹⁰
- Les Peuls (ou Fulani) sont éparpillés entre les différents groupes armés et mouvements d’autodéfense. Ils sont souvent à la recherche des moyens pour sauvegarder leur cheptel et avoir le contrôle des couloirs de passage, des points d’abreuvement et des espaces de pâturage.
- Les communautés bambaras et dogons qui sont le plus souvent du côté du gouvernement et contre les groupes armés.

5.2.2. Rôle et responsabilité des différents groupes armés dans la sécurité

La sécurité des personnes et de leurs biens est avant tout du ressort des FAMA, de la MINUSMA et de la Force Barkhane, comme l’indique un participant au focus groupe avec le MSA-D : *«La sécurité est gérée par les FAMA, la MINUSMA et Barkhane, la participation des groupes armés est faible. Ils (groupes armés) gèrent généralement les check-points avancés»*. Ce constat est confirmé par les autres groupes.

Cependant, il faut noter que les groupes armés ont par ailleurs gagné la confiance des populations via la facilitation de l’accès à un certain nombre de services de base, dans un contexte où l’État peine à assurer l’accès des populations maliennes à l’éducation ou à la santé. Ainsi, jouent-ils un rôle important dans la sécurité des régions du Nord et particulièrement dans celle de Gao. Les rôles de chaque groupe armé varient en fonction des zones de contrôle ainsi que de la capacité et du rôle assigné par la coordination affiliée du groupe. Ainsi, il ressort des différents focus groupes menés avec les mouvements armés que :

- le MSA-D étant affilié à la Plateforme mais étant faiblement impliqué dans la gouvernance de la sécurité de la région de Gao (car se concentrant sur celle de Ménaka), participe à des patrouilles et appuie la plateforme en logistique et en combattants ;
- le CMI, qui juge sa participation insuffisante dans la sécurisation, joue un rôle de renseignement, de sécurisation, de patrouille en collaboration avec les FAMA et le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) ;
- le CMFPR2 juge très faible sa participation à la sécurité de la région mais mène des opérations de patrouille et participe au MOC ;

¹⁰ <http://malijet.com/actualite-politique-au-mali/64456-crise-s%C3%A9curitaire-au-nord-%3A-mandat-d%E2%80%99arr%C3%AAt-contre-une-trentaine-.html>

- le GATIA1 membre de la plateforme plus proche du Général GAMOU, se dit très influent dans la sécurité et déclare que le mouvement joue un rôle de premier plan en collaboration avec les forces régulières du Mali et les forces étrangères. Cela se traduit par les patrouilles mixtes de la région de Gao jusqu'à la frontière nigérienne en passant par Ménaka. Des missions de lutte contre le terrorisme et le grand banditisme sont également réalisées ;
- le MAA de Hannoun se dit plus proche de la communauté arabe dans sa zone de contrôle à travers des actions de sensibilisation au niveau des leaders religieux et communautaires. Il dispose aussi de combattants actifs qui interviennent en cas d'attaque sur cette communauté ; il se dit également défenseur des intérêts de l'Etat ;
- le GATIA membre de la plateforme participe à la sécurisation de la région à travers des patrouilles, des interventions de sécurisation et d'arrestation des bandits, la mise en place et la surveillance de check-points. Ce groupe fournit aussi des informations et sensibilise la population sur la sécurité afin de réduire les risques et les dangers, surtout les braquages et le banditisme sur les routes ;
- le CPA n'apprécie pas son niveau d'implication dans la sécurisation de la région car il se sent exclu des grandes décisions concernant la coordination et la gestion de la sécurité dans la région de Gao. Leur rôle dans la sécurité des personnes et de leur biens se résume à des patrouilles et à la recherche des voleurs ou braqueurs ;
- le MNLA membre de la CMA, se dit initiateur de Cadre Stratégique Permanent (CSP) mentionné plus haut. Il participe à la gestion de la sécurité à travers des check-points de contrôle, des patrouilles mixtes et des opérations d'arrestation de braqueurs et de voleurs.

Il est enfin important de préciser que tous les groupes armés sont représentés au niveau du gouvernorat comme conseillers spéciaux¹¹.

5.2.3. Répartition géographique des groupes armés et des FAMA

Les groupes armés sont répartis entre les trois cercles et les dix-neuf (19) communes de la région de Gao, en fonction de différents types et niveaux de contrôle qui varient selon : la capacité de sécurisation des personnes et de leurs biens ; le pouvoir d'imposition de taxes aux transporteurs ; la capacité de gestion administrative dans la zone contrôlée.

¹¹ [Leur nomination s'est faite par décret](https://drive.google.com/file/d/1Y2KJwQ1S4ZUVEXFWP6-eihuuJAVA-tsc/view) : <https://drive.google.com/file/d/1Y2KJwQ1S4ZUVEXFWP6-eihuuJAVA-tsc/view>

Le tableau ci-dessous représente le niveau de contrôle de chaque groupe dans chaque commune.¹²

Légende du niveau de contrôle													
Presque total		Haut		Modéré		Faible		CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMES					
CERCLE	COMMUNE	GROUPE ARME 1	CONTRÔLE DU TERRITOIRE		GROUPE ARME 2	CONTRÔLE DU TERRITOIRE		GROUPE ARME 3	CONTRÔLE DU TERRITOIRE		GROUPE ARME 4	CONTRÔLE DU TERRITOIRE	
			Niveau du contrôle	Type de présence		Niveau du contrôle	Type de présence		Niveau du contrôle	Type de présence		Niveau du contrôle	Type de présence
Gao	Anchawadji	CMA		Poste	GOA Rad (GSIM)		Mobile	PLATEFORME (GATIA)		Poste			
	Gabero	GOA Rad (EIGS)		Mobile	Plateforme (CMFPR 1)		Poste						
	Gao	FAMA		Occupation	Plateforme (CMFPR 1)		Occupation	CMA CMFPR 2		Poste			
	Gounzoureye	FAMA		Poste	Plateforme (CMFPR 1)		Poste	GOA Rad (EIGS)		Mobile			
	N'Tiliit	GOA Rad (EIGS)		Mobile	GOA Rad (GSIM)		Mobile						
	Sony Aliber	Plateforme CMFPR 1		Poste									
	Tilemsi	CMA		Poste	MSA		Poste	GOA Rad (EIGS)		Mobile			
Bourem	Bamba	FAMA		Occupation	Plateforme (CMFPR 1)		Politique	GOA Rad (GSIM)		Mobile			
	Bourem	FAMA		Occupation	Plateforme (CMFPR 1)		Poste	GOA Rad (GSIM)		Mobile			
	Taboye	Plateforme CMFPR 1		Poste									
	Tarkint	FAMA		Occupation	Plateforme (MAA)		Occupation	GOA Rad (GSIM)		Mobile	CMA MNLA		Occupation
	Temera	Plateforme CMFPR 1		Poste	Plateforme Ganda Koy		Occupation						
Ansongo	Ansongo	FAMA		Occupation	Plateforme CMFPR 2		Poste	GOA Rad (EIGS)		Mobile			
	Bourra	Plateforme CMFPR 1		Occupation	GOA Rad (GSIM)		Mobile						
	Bara	Plateforme CMFPR 1		Occupation	GOA Rad (GSIM)		Mobile						
	Ouattagouna	Plateforme CMFPR 1		Occupation	GOA Rad (EIGS)		Mobile						
	Talataye	GOA Rad (GSIM)		Mobile	GOA Rad (EIGS)		Mobile						
	Tessit	FAMA		Occupation	GOA Rad (EIGS)		Mobile	GOA Rad (GSIM)		Mobile			
	Tin- Hama	Plateforme MSA D		Occupation	GOA Rad (EIGS)		Mobile						

¹² En annexe du présent document figure un lien permettant de naviguer dans le tableau.

La CMA est présente dans la commune d'Anchawadji avec un niveau de contrôle élevé à travers le HCUA qui est présent avec son poste avancé à Tin-ouker ; mais ladite commune est occupée dans sa grande partie par le GATIA de El Hadj Gamou avec plusieurs postes de contrôle à Djebock, Ahina, Samit, etc. La CMA est également présente à Tilemsi à travers son poste dont le niveau de contrôle est faible. Elle est aussi présente dans la commune de Tarkint avec un niveau de contrôle faible dans une zone occupée par le MAA de la plateforme de Hannoun et les FAMA. Le JNIM est aussi présent à Tilemsi avec un niveau de contrôle élevé mais sans base identifiée.

L'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) est présent dans les communes de Gabero et N'Tililt avec des groupes mobiles et un niveau de contrôle élevé dans la première et total sur la seconde. Il est également présent dans les communes d'Ouattagouna, de Tessit, de Tin-Hama et de Talataye à travers des groupes mobiles. Le niveau de contrôle est presque total pour Tin-Hama et faible pour Talataye et Tessit. Ce groupe exerce un contrôle élevé sur les communes de Gounzoureye, de Tilemsi et d'Ansongo à travers des groupements mobiles.

Le JNIM/GSIM intervient dans la commune de Talataye avec un niveau de contrôle presque total à l'aide de son unité mobile. Il partage cette commune avec le groupe El qui a un niveau équivalent de contrôle sur la zone, c'est-à-dire total. De plus, on retrouve les deux groupes au niveau des communes d'Anchawadji, de N'Tililt, de Bourra et de Bara avec des niveaux de contrôle élevé dans les deux dernières communes mais modéré et faible pour respectivement la première et la deuxième commune. On retrouve ce groupe dans les communes de Bamba, de Bourem, de Tarkint et de Tessit avec des groupes mobiles dont le niveau de contrôle est faible pour la commune de Tessit.

La CMFPR 1, intervient dans les communes de Sony Aliber, de Taboye et de Temera par des postes de contrôle avec un niveau de contrôle tout au plus modéré dans les deux premières. A Temera, on enregistre la présence du mouvement Ganda Koy mais avec un niveau de contrôle faible sur la zone. La CMFPR1 est présente dans les communes de Bourra, de Bara et de Ouattagouna par une occupation de l'espace avec un niveau de contrôle élevé. On retrouve aussi le mouvement au niveau des communes de Gabero, de Gounzoureye et de Bourem à travers des postes de contrôle ainsi que dans les communes de Bamba sur le plan politique (à travers des représentants) et de Gao en termes d'occupation (à travers des personnels armés). Le niveau de contrôle dans toutes ces communes est très faible.

Le MSA-D (Mouvement pour le Salut de l'Azawad – Dawsahaq) dirigé par Moussa Ag Charatemane, est présent dans les communes de Tin-Hama avec un niveau de contrôle faible. Il est absent de toutes les autres communes. Ce mouvement a un niveau de contrôle moyen à travers un poste à Talataye où beaucoup d'autres groupes se trouvent également.

La CMFPR2 opère dans la commune d'Ansongo avec un niveau de contrôle modéré sur la zone. Elle est présente à Gao où est aussi présente la CMA à travers un poste de surveillance, avec un niveau de contrôle faible sur la commune.

Les entretiens conduits dans le cadre de cette étude mettent aussi l'accent sur l'insuffisance des moyens utilisés dans la sécurisation ainsi que sur les difficultés de collaboration avec les forces régulières qui rejettent la plupart des propositions locales compte tenu de leur réticence vis-à-vis des groupes armés. Cette situation est fortement décrite par les participants au focus groupe mixte qui déclarent : « *Les initiatives locales entreprises par les groupes armés ne sont pas acceptées par les FAMA, sous prétexte que les groupes armés n'ont aucune légitimité dans la ville* ». La collaboration entre les FAMA et les groupes armés dans la région de Gao est ainsi très difficile, voire complexe parfois.

La collaboration est cependant de nature différente selon qu'on s'éloigne des centres urbains ou qu'on appartient à tel ou tel groupe armé. Dans les communes et postes avancés, la coopération est fluide voire efficace entre les FAMA et la plateforme/CMA. Dans les centres urbains, les groupes armés sont surveillés par les FAMA. Les groupes n'ont pas le droit de porter des armes à l'intérieur des villes : ils doivent immatriculer leurs véhicules, produire des ordres de mission, ne pas stationner plus de 3 véhicules avec des combattants en ville.

5.2.4. Coordination des acteurs dans la sécurisation de la région

Comme mentionné plus haut, il a été établi un Cadre Stratégique Permanent (CSP¹³) composé de la CMA et de la plateforme de Fahad Ag Almahmoud couvrant les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudéni. Ce cadre permet de coordonner les actions des différents groupes dans les régions et de réduire les tensions entre eux. Comme l'explique un participant au focus groupe mixte : « *La mise en œuvre de l'accord d'Alger est l'intérêt principal et le CSP a contribué à apaiser les tensions entre groupes armés* ». Des réunions sécuritaires se tiennent toutes les semaines avec la participation des différents groupes armés.

Il y a par ailleurs des patrouilles mixtes et des séances de partage d'informations entre les différents groupes armés. Les groupes fournissent aussi des informations aux FAMA sur la sécurité et les menaces.

Malgré le cadre permanent et les patrouilles mixtes, certains participants aux focus groupes expliquent que des difficultés existent sur le terrain entre les FAMA et les groupes armés et

¹³ Sur invitation de l'ONG ARAPACIS, les leaders du Cadre Stratégique Permanent (CSP) ont séjourné en Italie du 30 janvier au 3 février 2022 avec la participation d'une délégation du Gouvernement malien conduite par le Colonel Ismaël Wague, ministre de la Réconciliation et une autre de la deuxième tendance de la Plateforme. La réunion de Rome avait principalement pour but de s'entendre sur les modalités d'adhésion, de direction et de participation au dit cadre. Cette réunion a abouti à un document intitulé « Accord de principe de Rome », signé entre les parties présentes. Ce document conclu entre les parties contenait plusieurs points, entre autres : une large ouverture du CSP à d'autres composantes, l'adoption d'une devise pour le CSP, une présidence tournante entre les parties membres du CSP, l'accélération de la mise en œuvre de l'accord, l'accompagnement et l'appui du Gouvernement aux actions du CSP allant dans le sens de la Paix et de la Réconciliation nationale.

en ces termes, ils déclarent : « *La collaboration avec les FAMA est bonne mais sur le terrain il y a des petits soucis d'incompréhension* ». L'ensemble des groupes apprécie la collaboration même s'ils désirent une amélioration à travers l'intensification des patrouilles mixtes, des échanges et du partage d'informations.

5.3. Modes de fonctionnement des groupes armés de la région de Gao

5.3.1. Mode de financement des groupes armés de la région de Gao

La principale source de financement des groupes armés reste la contribution de leurs communautés d'implantation et affiliées. Par ailleurs, dans certains cas, chaque fraction ou groupe communautaire contribue à travers une certaine somme par an ou de façon mensuelle à alimenter la caisse des groupements armés. Dans certaines communautés, comme celle où est implanté le MSA-D, il existe ainsi une caisse communautaire pour financer les activités de ce groupe contrairement au CMFPR2 qui fonctionne sur fonds propre selon les personnes interrogées. Toutefois, ce fonds propre est très souvent alimenté par la cotisation des membres et celle des communautés affiliées. Quant au CPA, il préfère garder confidentielle sa source de financement. Le CMI tire quant à lui son financement du bureau politique national alors que les deux GATIA comptent sur la cotisation de leurs communautés. Pour ce qui est de la CMA, elle bénéficie de l'appui de la communauté à travers des bureaux régionaux, nationaux et internationaux.

Cependant, au-delà de ces sources de financement officielles, d'autres sources plus importantes existent selon les groupes, telles que :

- les revenus générés par les check-points contrôlés par les groupes armés ;
- les taxes instituées par les groupes armés auprès des commerçants, des éleveurs, des exploitations minières, etc ;
- les cotisations imposées aux membres nommés dans les instances de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et autres Commissions nationales.

5.3.2. Mode de recrutement des combattants des groupes armés de la région de Gao

Pour tous les mouvements armés ici pris en considération, le renforcement des effectifs passe par l'adhésion volontaire des jeunes issus des communautés que ces groupes protègent. Des groupes comme le GATIA affirment que leur vision attire beaucoup de jeunes, ce qui contribue à renforcer leur position.

Au-delà de ce caractère volontaire des adhésions et du rôle de ces groupes dans la sécurisation des communautés dont sont issus les jeunes combattants, il y a également des situations d'opportunité et d'intérêt personnel pour certains jeunes quittant le Sud du pays afin de rejoindre les groupes armés et ensuite bénéficier du programme DDR. Beaucoup de jeunes diplômés ou non, ont ainsi quitté le Sud pour rejoindre les rangs des groupes

d'autodéfense et des mouvements armés dans le but d'avoir un emploi dans la fonction publique moyennant une somme d'argent.

D'autres jeunes adhèrent aux groupes armés pour bénéficier de formation militaire afin d'assurer la défense de leur communauté et pour leur propre sécurité.

VI. Conclusion et Recommandations

Le secteur de la sécurité est devenu aujourd'hui une préoccupation majeure pour l'Etat et les citoyens, surtout dans un contexte d'après-conflit, qui a révélé la fragilité de l'appareil sécuritaire étatique à tous les niveaux. En effet, outre les menaces liées à la criminalité, aux conflits inter et intracommunautaires et au grand banditisme, il y a la présence des groupes radicaux, qui se traduit par des modes d'actions violents, voire terroristes ; ou encore aux conséquences désastreuses d'une circulation incontrôlée des armes déversées dans le Sahel par suite du conflit libyen.

C'est ainsi que l'Etat malien depuis 2013 s'est engagé dans un processus global de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). Cette réforme tant attendue doit se faire avec l'ensemble des acteurs présents sur le terrain dans un cadre de concertation. Cela passera par une meilleure organisation des acteurs et une bonne répartition des groupes en collaboration avec les forces régulières présentes sur le terrain. Il est aussi impératif d'accélérer le processus du DDR pour réduire la circulation des armées dans la zone et par conséquent de contribuer à la réduction du banditisme.

Il ressort des différentes rencontres effectuées qu'il y a une volonté manifeste des groupes armés de collaborer entre eux et avec les FAMA dans la sécurisation des personnes et de leurs biens dans un climat de confiance et de partage mutuel de renseignements.

Références bibliographiques

Ouvrages

- 1) Institut National de la Statistique Mali (2018). Dynamiques des Violences, de la Paix et de la Sécurité au Mali entre 2014 et 2018 : Une analyse à partir des modules Gouvernance, Paix et Sécurité - Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique.
- 2) Moulaye, Z., 2015. Occasions manquées pour une réforme globale du secteur de la sécurité au Mali, dans Bryden, A et Chappuis, F (dir. publ.) Gouvernance du secteur de la Sécurité : Leçons des expériences ouest-africaines, London, Ubiquity Press. p. 85–102. DOI: <http://dx.doi.org/10.5334/bav.e>. Licence: CC-BY 4.0.

Articles scientifiques

- 1) Bencherif A., « Pour une (re-)lecture des rébellions touarègues au Mali: mémoires et représentations dans l'assemblage politique touareg », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 2019, 53,2, p.195-214, DOI: 10.1080/0083968.2019.1597742
- 2) Campana, A. « Entre déstabilisation et enracinement local, les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015, » Centre Francopaix pour la résolution des conflits et missions de paix - Chaire Raoul Dandurand (UQAM), mars 2018 https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2018/03/2018_03_Rapport-Campana_CFP.pdf. [Google Scholar]
- 3) Desgrais, N., Guichaoua Y., et Lebovich A. "Unity is the Exception: Alliance Formation and De-formation among Armed Actors in Northern Mali" *Small Wars & Insurgencies*, 29 (4) 2018, p. 654–679. DOI:10.1080/09592318.2018.1488403. [Taylor & Francis Online], [Web of Science ®], [Google Scholar]
- 4) Gremont C., 2010, « Les Touareg Iwellemedan (1647-1896). Un ensemble politique de la Boucle du Niger », Paris, Karthala, p. 238-288.
- 5) Guichaoua Y., Pellerin M., « Faire la paix et construire l'Etat : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali », *Etude de l'IRSEM, n° 51, 2017* <https://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/articles-ifri/faire-paix-construire-letat-relations-entre-pouvoir>
- 6) Mohamadou A., « État, pouvoirs locaux et insécurités au Sahel. L'intégration différenciée des communautés locales dans la construction de l'État-nation au Niger et au Mali », *Afrique contemporaine*, 2018/1 (N° 265), p. 77-97. DOI : 10.3917/afco.265.0077. URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2018-1-page-77.htm>
- 7) Poupart P., « L'Azawad comme enjeu des négociations de paix au Mali : quel statut pour un territoire contesté ? », *Confluences Méditerranée*, 2017/2 (N° 101), p. 97-112. DOI:

10.3917/come.101.0097. URL: <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-2-page-97.htm>.

- 8) Sandor, A. « Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali », Centre Francopaix pour la résolution des conflits et missions de paix – Chaire Raoul Dandurand (UQAM) 2017, https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2017/12/Rapport-Projet-Mali_Sandor_FR.pdf ou dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/10/Rapport-Sandor-Fran%C3%A7ais-.pdf.
- 9) Sandor A. et Campana A. « Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales » *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Etudes Africaines*, 2019, 53,3, p.415-430, DOI: 10.1080/00083968.2019.1667838 : <https://www.tandfonline.com/action/showCitFormats?doi=10.1080%2F00083968.2019.1667838>.

10) [Document de projet Just Future.](#)

Textes, Lois et conventions

- 1) **Décret 2016 -0909 / P-RM du 06 Décembre 2016** déterminant les fonctions nominatives et électives pour l'application de la loi N° 2015-052 du 18 Décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.
- 2) **Loi N° 215 052 du 18 Décembre 2015** instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.
- 3) **Nations Unies, 2015** : *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention, Mali, Avril 2015, 57 pages.*

Annexes

Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

<https://docs.google.com/document/d/1ipZUu-MW04D1gGvvRfvMDTclj8jyO7L/edit?usp=sharing&oid=101437163944400888367&rtpof=true&sd=true>.

Annexe 2 : Outils de collecte des données

https://drive.google.com/drive/folders/1L3TYV46T8G2qqZE_boXuehkYT12d0792?usp=sharing

Annexe 3 : Cartographie des groupes armés de la région de Gao

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1OzCNjzKlINvJz5A40bpU4jpGlzthRgG/edit?usp=sharing&oid=101437163944400888367&rtpof=true&sd=true>.

Annexe 4 : Images de la mission

<https://drive.google.com/drive/folders/1mTJVxIle6higQytWvcGX1CKRGSkCkzWB?usp=sharing>